

Les efforts patients à l'origine du succès de Hayat Tahrir al-Cham à Alep

Aaron Y. Zelin | 22 janvier 2025



Cet article est une traduction de « [The Patient efforts behind Hayat Tahrir al-Sham's Success in Aleppo](#) », paru le 3 décembre 2024 sur *War on the Rocks*.

« Si Dieu le veut », déclare un militant à ses lieutenants, ils « pourront bientôt célébrer l'Aïd al-Fitr à Alep et à Damas ». Ce militant, c'est Abou Mohammed al-Joulani, le chef de Hayat Tahrir al-Cham (HTC, Organisation de libération du Levant), la coalition islamiste qui [a pris Alep d'assaut](#) la semaine dernière [*l'article date du 3 décembre 2024*]. Il s'avère que ces [remarques](#), prononcées en avril devant les dirigeants de l'aide militante de son groupe, ne relevaient pas de la simple fantaisie. Il avait un plan. Et l'Aïd al-Fitr n'aura pas lieu avant quatre mois.

Ces derniers jours, il est devenu courant de dire que Hayat Tahrir al-Cham a pu prendre la deuxième ville de Syrie en quelques jours uniquement en raison de l'engagement de la Russie ailleurs et des coups portés à ce que l'on appelle l'Axe de la Résistance (l'Iran et ses proxys) depuis l'attaque du 7 octobre 2023 contre Israël. Certes, cela fait partie de l'histoire d'un régime faible, mais ce n'est qu'une partie. Ce succès lors de la prise d'Alep n'aurait pas été possible si Hayat Tahrir al-Cham ne s'était pas transformé au cours des 4,5 dernières années.

Depuis le cessez-le-feu de mars 2020 en Syrie jusqu'au mois dernier, al-Joulani a en effet déployé beaucoup d'efforts pour mettre en place des institutions plus résistantes au niveau local et réformer la gouvernance et les appareils militaires de HTC. Al-Joulani pensait que l'espace accordé après le cessez-le-feu permettrait de renforcer les capacités et l'expérience au niveau local dans ce qu'ils appellent les « zones libérées », de sorte que le moment venu, la coalition serait en mesure d'exporter ces institutions dans le reste de la Syrie, comme al-Joulani [le décrivait](#) en juillet 2022. Jusqu'à présent, à Alep, il semble que la

coalition ait été en mesure de mettre en place ces institutions rapidement, les civils ayant déjà pris le contrôle de la gouvernance quelques jours après la prise de la ville par l'appareil militaire. L'étendue du territoire que Hayat Tahrir al-Cham peut prendre reste une question ouverte mais, quoi qu'il en soit, le modèle construit dans le nord-ouest de la Syrie sera dupliqué sur les nouvelles « zones libérées » à mesure que HTC consolidera son contrôle.

Le contexte

Hayat Tahrir al-Cham a une [histoire](#) intéressante et unique. Il a commencé en tant que branche du groupe prédécesseur de l'État islamique, l'État islamique d'Irak, lorsqu'il a été [fondé](#) en janvier 2012 sous le nom de Jabhat al-Nusrah. Toutefois, lorsqu'Abou Bakr al-Baghdadi a [ouvertement](#) fait passer l'organisation de l'Irak à la Syrie en avril 2013, al-Joulani [a désavoué](#) Baghdadi et prêté allégeance à Ayman al-Zawahiri, qui était alors le chef d'Al-Qaïda. En juillet 2016, al-Joulani [a désavoué](#) Al-Qaïda et le djihad mondial. Il a alors développé Hayat Tahrir al-Cham en janvier 2017, avec pour objectif de ne combattre que localement.

À l'époque, on se demandait si tout cela était bien réel, compte tenu de l'histoire du groupe. Cependant, dans l'intervalle, Hayat Tahrir al-Cham a non seulement [mis un terme à](#) la présence de l'État islamique dans les zones libérées, mais il a également [contré](#) la tentative d'Al-Qaïda de créer une nouvelle branche en Syrie, appelée Huras al-Din, en juin 2020. C'est pourquoi je qualifie ses membres de djihadistes politiques plutôt que de djihadistes salafistes, en raison de leur plus grand pragmatisme vis-à-vis de la politique et du fait que la théologie ne guide pas la prise de décision comme c'est le cas pour l'État islamique ou Al-Qaïda.

Depuis 2020, Abou Mohammed al-Joulani s'immisce de plus en plus dans les affaires du gouvernement civil et technocratique du salut syrien soutenu par Hayat Tahrir al-Cham et de ses municipalités locales dans l'administration des zones libérées.

Le gouvernement du salut syrien est né d'un processus visant à établir un contrôle total de la gouvernance dans les zones où HTC opérait à la fin de l'année 2017. Avant la création du gouvernement du salut syrien, une série de conseils locaux indépendants (bien que certains aient été auparavant [affiliés](#) au gouvernement intérimaire syrien) ont aidé à gouverner les villes et les villages créés après la révolution syrienne de 2011, lorsque le régime de Bachar el-Assad a perdu le contrôle territorial de diverses régions du pays. Cela a permis de combler une lacune initiale en matière de services, afin que les habitants puissent continuer à vivre le mieux possible dans les circonstances éprouvantes de la guerre civile. Cependant, en raison de la nature changeante de la rébellion et des changements de loyauté des différentes factions insurgées au fil du temps, il y a toujours eu une quête pour unifier tous les appareils militaires et de gouvernance parmi les activistes et les combattants anti-régime.

S'il est vrai qu'une grande partie de la gouvernance dans les zones administrées par le gouvernement du salut syrien est essentiellement de nature technocratique, il existe des exceptions spécifiques où les principaux dirigeants de Hayat Tahrir al-Cham occupent le devant de la scène. Par exemple, des personnalités et des idéologues de HTC tels que Abd al-Rahim 'Atun, Mazhar al-Ways et Anas Ayrut participent à divers [degrés](#) à l'organe extrajudiciaire soutenu par l'organisation, le Conseil suprême de la fatwa, et occupent des fonctions de haut niveau au sein du Comité judiciaire suprême du ministère de la Justice et du ministère des Dotations, du Prosélytisme et de l'Orientation du gouvernement du salut de la Syrie. De même, l'un des dirigeants fondateurs de Hayat Tahrir al-Cham, Hasham al-Shaykh, est le [chef](#) adjoint du conseil administratif de Dar al-Wahi al-Sharif, une association d'écoles coraniques située sur le territoire de Hayat Tahrir al-Cham/Gouvernement de salut syrien, qui détermine la façon dont les enfants grandissent et perçoivent le monde en fonction des interprétations de l'islam de HTC.

La théorie d'al-Joulani

Grâce aux efforts d'al-Joulani et de Hayat Tahrir al-Cham pour orienter le renforcement des institutions et la réforme bureaucratique interne vers plus d'intégration et d'efficacité, le groupe a été mieux à même de faire face aux crises à l'intérieur de ses frontières au cours des quatre dernières années et demie en s'appuyant sur les enseignements tirés. Ce processus a également été utilisé pour mieux professionnaliser tous les aspects des institutions dans les zones libérées, de sorte que si et quand Hayat Tahrir al-Cham décide qu'il est temps d'étendre son territoire (comme nous le voyons maintenant), il sera plus à même de reproduire cette forme actualisée de son régime politique pour intégrer les nouvelles localités de manière efficace.

De nombreuses réunions auxquelles al-Joulani participe dans le cadre du gouvernement de salut syrien font partie de ses efforts et de ceux de HTC pour montrer qu'il est à l'écoute des problèmes et des préoccupations en matière de gouvernance. En août 2020, par exemple, lors d'une [réunion](#) avec des Syriens déplacés de Halfaya, al-Joulani a reconnu que Hayat Tahrir al-Cham n'était pas un « grand État » et que sa capacité à aider les gens était limitée, mais qu'il dirigerait ses ressources là où ils le pourront. L'un des moyens d'y parvenir, a-t-il dit en reprenant un thème qu'il a [évoqué à plusieurs reprises](#), est l'autosuffisance. En mai 2021, alors qu'il rencontrait une délégation de cheikhs tribaux, al-Joulani [a déclaré](#) que « l'étape actuelle est celle de la préparation et de la mise en place d'institutions » qui ouvriront la voie à une éventuelle victoire. « Chaque institution que nous construisons dans les zones libérées représente un pas vers Damas [...] Notre combat se situe à tous les niveaux. Il ne s'agit pas

seulement d'une bataille militaire, car la construction est plus difficile que la guerre. Les difficultés sont nombreuses. Il n'était donc pas surprenant de voir al-Joulani apparaître lors de l'inauguration, en janvier 2022, d'une route élargie reliant Bab al-Hawa à Alep, [expliquant](#) que ces projets sont les pierres angulaires d'une ville meilleure pour les résidents locaux. « La liberté vient de la force militaire [...] et la dignité vient des projets économiques et d'investissement, grâce auxquels le peuple et les citoyens mènent une vie digne qui sied aux musulmans ».

Ce projet est important pour al-Joulani parce qu'il [croit](#) qu'« il y a une double responsabilité de libérer des zones de la bonne manière et de construire des institutions de la bonne et honorable manière ». Les éléments constitutifs sont au cœur de l'action d'al-Joulani en faveur de la suprématie de Hayat Tahrir al-Cham sur tous les acteurs de l'arène syrienne. Si les fondations des zones libérées dans le nord-ouest de la Syrie sont défailtantes, il y aura inévitablement des lacunes lorsqu'elles exporteront ces institutions dans d'autres régions. C'est pourquoi il est essentiel de les construire correctement, comme l'envisage al-Joulani, pour réussir à consolider le contrôle ailleurs si et quand ils prendront plus de territoire. Il [insiste](#) en outre sur le fait que ces efforts doivent se poursuivre sans que les individus ne deviennent complaisants : « Nous devons toujours penser que nous devons construire davantage [...] et organiser davantage ».

Même si Hayat Tahrir al-Cham [ne croit pas](#) à la démocratie libérale ou à la souveraineté populaire, al-Joulani tente de présenter le projet de construction de l'État comme étant intrinsèquement un effort à l'échelle de la population. Comme il l'a dit dans son [discours](#) aux notables d'Idlib, « Nous sommes une institution, nous avons tous de l'autorité, nous sommes tous le peuple ». C'est pourquoi « le gouvernement de salut est une étape très importante dans l'histoire de la révolution syrienne », [selon al-Joulani](#) dans son discours aux ministres du gouvernement de salut syrien. Al-Joulani insiste sur la nécessité de trouver un juste milieu entre une assistance gouvernementale totale et des cycles constants de chaos pour le peuple. Il explique dans son [discours](#) aux notables de Jisr al-Shughur que « nous essayons de construire une société capable de vivre par elle-même et de se protéger ». De même, lors de l'inauguration du projet d'approvisionnement en eau de Sahl al-Rouj, il [déclare](#) qu'il considère toute autre solution comme une « condition défectueuse » : « le fait de ne compter que sur l'aide ou d'extorquer de l'aide à des personnes ici présentes ou de mener des négociations internationales pour que quelques paniers de premiers soins ou quelques cartons de lait parviennent aux zones libérées est franchement une sorte d'humiliation pour le peuple syrien ». Il est donc nécessaire de renforcer l'autosuffisance.

Et cela ne concerne pas seulement la gouvernance en tant que telle, mais aussi le domaine des combats. C'est pourquoi Hayat Tahrir al-Cham/Gouvernement de salut syrien a créé une école militaire pour les zones libérées en décembre 2021. En septembre 2022, al-Joulani [a déclaré](#) aux diplômés du premier cours d'officiers qu'étant donné qu'un soutien accru est nécessaire pour la bataille contre le régime syrien, ils ont décidé de créer l'école militaire pour « ajouter à l'expérience des moudjahidines en matière de science militaire et d'arts martiaux ». Bien que le gouvernement de salut syrien ne dispose pas officiellement d'un ministère de la défense, Hayat Tahrir al-Cham agit plus ou moins comme tel. L'école militaire a permis de réformer les efforts de combat passés des différents groupes d'insurgés avec lesquels HTC a fusionné, qu'il a cooptés ou dont il a pris le contrôle par la force entre 2016 et 2020. Ainsi, lorsqu'ils combattront ensemble à l'avenir, comme dans le cadre de cette nouvelle offensive, l'effort sera beaucoup plus intégré et homogène aux niveaux tactique, opérationnel et stratégique. À bien des égards, le collège a contribué à professionnaliser les forces dirigées par Hayat Tahrir al-Cham qui combattent maintenant sous ce qu'elles [appellent](#) le Commandement général de l'administration des opérations militaires depuis le début de l'offensive le 27 novembre.

En cas d'urgence ou de changement de contrôle territorial, les institutions qu'al-Joulani et Hayat Tahrir al-Cham ont contribué à développer peuvent adopter une approche globale de la société, ce qui leur permet d'obtenir davantage de soutien et de légitimité de la part de la population locale parce qu'elles font partie de ces efforts, mais aussi de mobiliser rapidement des ressources pour résoudre un problème ou combler une lacune potentielle en matière de gouvernance.

Le renforcement des institutions en pratique depuis l'offensive

Sur la base du renforcement des institutions et des réformes mises en œuvre au cours des quatre dernières années et demie, Hayat Tahrir al-Cham était prête à tirer parti de toute avancée militaire sur le terrain. Il est difficile de savoir s'ils pensaient pouvoir prendre Alep, et encore moins en quatre jours. Mais même si cela n'était pas prévu, grâce à la professionnalisation et à l'approche globale de la société pour gérer les crises ou les nouveaux événements, l'appareil de Hayat Tahrir al-Cham a été en mesure de combler rapidement les vides et les lacunes. S'il n'avait pas pu se consolider aussi rapidement, le régime et ses soutiens auraient pu se montrer plus résistants, ou la population locale n'aurait peut-être pas accueilli l'offensive menée par Hayat Tahrir al-Cham de manière suffisamment positive. De l'extérieur, il semble qu'il y ait déjà un certain niveau d'adhésion, même s'il y a probablement quelques sceptiques.

Lorsque l'administration des opérations militaires dirigée par Hayat Tahrir al-Cham a annoncé la nouvelle opération de « dissuasion de l'agression », non seulement les forces militaires de ce commandement intégré ont combattu de manière plus professionnelle, mais il en a été de même pour les opérations menées dans le cadre des mécanismes de l'État des zones libérées.

Par exemple, immédiatement après l'annonce, le gouvernement de salut syrien [a réactivé](#) son comité d'intervention d'urgence pour faire face à toute retombée de la campagne militaire. Cet organe [a été créé](#) en mars 2020 pour aider à répondre à la pandémie de Covid-19 au niveau local. Il a ensuite [été activé](#) après le tremblement de terre massif qui a frappé le nord-ouest de la Syrie en février 2023. Il s'agit essentiellement d'un appareil interagences d'urgence qui initie des réponses intégrées entre ses différents ministères.

Dans les heures qui ont suivi le début de l'opération, le ministère du développement et des affaires humanitaires a commencé à [préparer](#) de nouvelles tentes pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays à la suite de la campagne de bombardements du régime et a fourni des numéros de téléphone dans les villages et les villes pour savoir qui contacter plus facilement. Le comité s'est également efforcé de [mobiliser](#) toutes les ressources médicales pour les blessés et [d'accélérer](#) le travail des boulangeries pour répondre aux besoins de la population locale. Il n'est pas surprenant de constater que lorsque l'offensive menée par Hayat Tahrir al-Cham a pris Alep, le comité d'intervention d'urgence a pu rapidement atténuer la crise du pain en demandant d'abord aux boulangeries d'Idlib [d'envoyer](#) 100 000 pains à Alep, puis au ministre de l'économie et des ressources [de promettre](#) que le gouvernement de salut syrien fournirait les ressources nécessaires pour maintenir les boulangeries locales en activité. Le comité d'intervention d'urgence a également déployé rapidement la fondation E-clean pour [nettoyer](#) non seulement les débris des frappes aériennes du régime, mais aussi les rues des zones nouvelles libérées, afin d'illustrer sa compétence et son attention.

Bien qu'il s'agisse d'efforts préliminaires, après que Hayat Tahrir al-Cham a pris le territoire de l'Armée nationale syrienne soutenue par la Turquie en octobre 2022, le groupe a commencé à mener des activités plus sophistiquées telles que des [projets](#) de travaux publics visant à réhabiliter complètement les routes dans la région. Il ne serait pas surprenant que de telles activités débutent bientôt. Dans la foulée de la prise de contrôle de l'Armée nationale syrienne, nous avons également vu Hayat Tahrir al-Cham déployer des forces de son Administration des points de contrôle, et même restituer la voiture volée de quelqu'un. C'est pourquoi, afin de mettre en place un semblant de nouvelle architecture de sécurité à Alep, dès le lendemain de l'entrée de l'insurrection dans la ville, des éléments de l'Administration des points de contrôle ont pris [position](#) dans différents quartiers de la ville.

Des [signes](#) précurseurs indiquent également que les conseils municipaux locaux (Administration des zones libérées) commencent à étendre un nouvel appareil de proto-gouvernance à la ville d'Alep pour aider à la transition vers un ordre local dans les zones libérées. Le 1er décembre, le directeur des relations publiques du gouvernement de salut syrien, Abd al-Rahman Muhammad, [a promis](#) aux habitants d'Alep que « nous commencerons par combler les lacunes et par rétablir le fonctionnement des secteurs de services, notamment les communications, l'électricité, l'approvisionnement en eau, le nettoyage, le soutien aux boulangeries, le rétablissement des transports et l'enlèvement des restes d'explosifs laissés par le régime criminel ». L'avenir nous dira dans quelle mesure ils réussiront mais, si l'on se réfère à leur bilan dans les zones libérées initiales, ils feront tout ce qu'ils pourront dans la limite de leurs moyens. Comme la déclaré al-Joulani, il ne s'agit pas d'un « grand État » et il n'est donc pas raisonnable d'attendre ce que l'on attendrait d'un État traditionnel, en particulier lorsque la principale force de combat reste désignée comme une organisation terroriste par de nombreux gouvernements, dont les États-Unis et la Turquie.

Sur le champ de bataille, l'ajout le plus notable à l'offensive est [l'utilisation](#) de drones pour le renseignement avant le début des opérations, mais aussi comme drones-suicide contre des cibles du régime après le début de l'opération. La preuve du succès potentiel des drones a été faite lorsqu'une attaque de drones non revendiquée de Hayat Tahrir al-Cham a [visé](#) une cérémonie de remise de diplômes de l'université militaire du régime à Homs, tuant au moins 80 personnes en octobre 2023. Rétrospectivement, cela a probablement renforcé la confiance dans cette opération et dans les succès potentiels qu'elle pourrait remporter sur le champ de bataille. Il est intéressant de noter qu'en dehors des utilisations purement cinétiques, et peut-être pour la dernière fois, un acteur non étatique a largué [des tracts](#) sur les populations locales à l'aide de drones dans les zones qu'il s'apprêtait à envahir. Il s'agissait de petites cartes du centre de sécurité et de défection du gouvernement de salut syrien, [créé](#) en décembre 2023, qui appelaient les personnes appartenant au régime à fuir ou à faire défection. Elles indiquaient également les numéros de téléphone à contacter pour ce faire. Il est également intéressant de noter que le centre [a publié](#) une vidéo de l'histoire d'un transfuge seulement neuf jours avant l'offensive, un signal potentiel de ce qui pourrait être à venir. Pour inciter d'autres personnes à faire de même lorsque l'offensive s'est emparée d'Alep, le centre [a partagé](#) le 30 novembre une vidéo d'une conversation FaceTime avec un membre du régime retranché dans l'aéroport international d'Alep. Même si le nombre de

personnes susceptibles de faire défection ou de fuir est peu élevé, cet effort témoigne d'un niveau de planification jamais atteint auparavant.

Campagne de communication pour apaiser les craintes

En plus des activités sur le terrain, al-Joulani et le département des affaires politiques du HTC ont fait un effort concerté pour légitimer leur projet et s'assurer que les acteurs extérieurs acceptent la nouvelle réalité sur le terrain. Par exemple, en ce qui concerne la population locale, al-Joulani a publié le 29 novembre une série de [recommandations](#) à l'intention des soldats sur le terrain dans le cadre de la reprise d'Alep, selon lesquelles la première priorité est de protéger les biens et les vies des civils, d'instaurer la sécurité et de calmer les craintes des personnes de toutes les sectes. Il a souligné qu'Alep est un lieu de rencontre de la civilisation avec une diversité culturelle/religieuse pour tous les Syriens et que toute personne qui s'éloigne du régime est en sécurité. Ces propos ont été suivis le lendemain d'une autre série de [recommandations](#) visant à protéger la vie des civils, leurs croyances et leurs biens, à garantir la sécurité des combattants sans vengeance, à traiter les prisonniers et les blessés avec humanité et à éviter les appels à la violence ou aux représailles excessives. Al-Joulani a rappelé aux révolutionnaires que la véritable victoire ne réside pas seulement dans la bataille en cours, mais aussi dans ce qui suivra (gouvernance et prise en charge de la population). De même, l'administration des opérations militaires dirigée par Hayat Tahrir al-Cham a publié le 1er décembre [une note](#) aux forces démocratiques syriennes et à la population kurde d'Alep, indiquant que leur combat était contre le régime et les milices mandataires iraniennes, et non contre les Forces démocratiques syriennes, leur offrant un passage pour quitter Alep vers le nord-est de la Syrie avec leurs armes sans être harcelés, et affirmant que les Kurdes font partie intégrante de la Syrie, qu'ils bénéficient des mêmes droits que tous les autres habitants du pays, et qu'il leur incombe de les protéger et de leur assurer une vie décente.

Dans l'ensemble, il s'agit d'efforts visant à apaiser les craintes des communautés minoritaires qui se trouvent maintenant sous le régime des zones libérées. Toutefois, nous devons voir comment les choses se dérouleront à long terme. Jusqu'à présent, les résidents locaux [ont déclaré](#) que les chrétiens n'avaient [pas](#) été pris pour cible. Cela ne devrait pas nécessairement être une surprise puisqu'al-Joulani [s'est entretenu](#) avec des chrétiens dans la région d'Idlib en juillet 2022 et [avec des notables druzes](#) en septembre 2023. Cela étant dit, sur le plan politique, les deux groupes restent des citoyens de seconde zone dans les zones libérées, dans la mesure où ils n'ont aucune représentation politique au sein du Conseil général de la Choura. Il existe pourtant une direction des affaires des minorités qui s'occupe de ces communautés et qui a également [indiqué](#) ces derniers jours que les chrétiens ne risquaient rien. Ainsi, même s'ils ne sont pas harcelés, leurs besoins ne sont peut-être pas satisfaits, ou du moins pas aussi efficacement que ceux de la communauté sunnite majoritaire.

Au-delà de la population locale, le département des affaires politiques a tenté de faire comprendre aux acteurs extérieurs que leur combat n'était pas le leur et qu'ils devaient être prêts à s'engager avec eux. Par exemple, en réponse aux bombardements russes, le département a publié une déclaration [disant](#) que « nous appelons la Russie à ne pas lier ses intérêts au régime Assad ou à Bachar lui-même, mais plutôt au peuple syrien, à son histoire, à sa civilisation et à son avenir. Nous affirmons que le peuple syrien cherche à construire des relations positives basées sur le respect mutuel et les intérêts communs avec tous les pays du monde, y compris la Russie, que nous considérons comme un partenaire potentiel dans la construction d'un avenir radieux pour une Syrie libre ». Un message similaire a également été [diffusé](#) à l'intention de l'Irak, probablement en raison de rumeurs selon lesquelles les milices chiites irakiennes seraient à nouveau [appelées](#) à aider le régime d'Assad à reconquérir des territoires. Il est intéressant de noter qu'à partir du 1er décembre, le département a également [fourni](#) des numéros aux étrangers locaux et aux agents diplomatiques à Alep pour les contacter au cas où ils auraient besoin d'aide pour assurer leur sécurité et [a annoncé](#) qu'il garderait les consulats locaux à Alep. De même, la coordination de l'action humanitaire de Hayat Tahrir al-Cham [a pris contact](#) avec les employés locaux de l'ONU pour tenter de protéger leur complexe et faciliter le départ de toute personne souhaitant quitter la ville.

L'ensemble met en évidence une campagne de communication beaucoup plus mature, montrant que Hayat Tahrir al-Cham n'est pas le Jabhat al-Nusrah d'hier – [invitant](#) même des journalistes et des organisations internationales à se rendre dans les zones libérées par l'intermédiaire de son Centre pour les services médiatiques afin de voir la réalité sur le terrain. Ni l'État islamique ni Al-Qaïda ne toléreraient de tels messages à l'intention des minorités ou des pays étrangers, ce qui témoigne d'une énorme différence de discours par rapport à il y a dix ans à peine. Cela montre également qu'ils veulent être considérés comme des acteurs et des interlocuteurs sérieux.

Il n'en reste pas moins que des combattants étrangers et des groupes terroristes étrangers [demeurent](#) dans les rangs de l'offensive, et que Hayat Tahrir al-Cham a soutenu l'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre et a fait l'éloge [d'Isma'il](#)

